

Rwanda La situation s'est dramatiquement détériorée à Kigali, où de violents combats opposent des forces gouvernementales et des éléments du Front patriotique rwandais (FPR), mouvement de rébellion armée de la minorité tutsi. Le premier ministre, le président de la Cour constitutionnelle, le président de l'Assemblée nationale, trois ministres, dix Casques bleus belges et une vingtaine de prêtres ont été assassinés jeudi, apparemment par des membres de la garde présidentielle

MASSACRES À KIGALI

Kigali, capitale du Rwanda, a vécu jeudi une véritable nuit de cauchemar au lendemain de l'attentat qui a coûté la vie au président rwandais Juvenal Habyarimana et à son homologue burundais Cyprien Ntaryamira. Dans plusieurs quartiers, des scènes de carnage et de pillages ont ainsi suivi l'annonce de l'attentat contre l'avion présidentiel, touché par des tirs de roquette au moment où il se préparait à atterrir.

Alors que la responsabilité



gue burundais Cyprien Ntaryamina. Dans plusieurs quartiers, des scènes de carnage et de pillages ont ainsi suivi l'annonce de l'attentat contre l'avion présidentiel, touché par des tirs de roquette au moment où il se préparait à atterrir.

Alors que la responsabilité d'éléments de la garde présidentielle dans cet attentat semble désormais établie, ces mêmes militaires ont procédé dans la nuit de jeudi à un massacre en règle, décapitant d'un seul coup toute la classe politique soupçonnée de sympathie pour l'opposition.

Le premier ministre Agathe Wilingiyimana, une jeune femme d'une quarantaine d'années qui avait accédé à ce poste en juillet dernier dans un gouvernement de transition ouvert à l'opposition, a été tuée alors qu'elle tentait de se réfugier dans l'immeuble du Pnud (Programme des Nations Unies pour le développement) à Kigali. Les militaires qui la poursuivaient n'ont d'ailleurs pas épargné ses enfants, froidement assassinés en même temps que leur mère.

Des crimes prémédités

Au même moment, Monique Mujawamariya, fondatrice de l'Association pour la défense des droits de l'homme était elle aussi assassinée dans sa maison avec ses enfants. La liste des victimes ne s'arrête pas là : trois autres ministres également membres de partis d'opposition, dont Lando Ndassingwa le ministre de l'agriculture et sa femme canadienne, ont été enlevés dans l'après-midi de jeudi.

Selon plusieurs sources concordantes, ils auraient tous été assassinés de même que les



Déjà en juin 1993, les populations du Rwanda fuyaient la guerre civile. (Photo C. Sattlberger/Gamma.)

gardes du corps et les cinq Casques bleus belges qui étaient chargés de la protection de ces personnalités politiques. Assassiné également le président de la Cour constitutionnelle et le président de l'Assemblée nationale. Le porte-parole de la Minuar à Kigali a par ailleurs annoncé vendredi qu'au moins dix Casques bleus belges ont perdu la vie dans les affrontements de cette journée sanglante.

Malgré la confusion qui règne à Kigali, la simultanéité de ces assassinats atteste la préméditation des crimes. La liste noire des victimes explique à elle seule la cause de cette nouvelle poussée de fièvre au pays des mille collines : en s'attaquant systématiquement à toutes les personnalités favorables au changement, les forces de la garde présidentielle ont voulu s'opposer à l'évolution politique

prévue par les accords d'Arusha signés en août dernier.

Après trois ans de guerre civile entre le régime du président Habyarimana et la guérilla du Front patriotique rwandais (FPR), ces accords prévoyaient l'instauration d'un gouvernement « élargi » et la mise en place d'institutions de transition qui devaient mettre un terme au règne sans partage du président Habyarimana.

Ce dernier n'avait d'ailleurs pas ménagé sa peine pour retarder cette évolution, utilisant tous les prétextes possibles lui permettant de conserver son pouvoir le plus longtemps possible. Son assassinat mercredi prouve pourtant qu'il existait dans son entourage plus extrémistes que lui : issus généralement de la même région que le président défunt, les quelque 700 hommes de la garde prési-

dentielle ont peut-être soupçonné Habyarimana de céder finalement aux pressions, celles de l'ONU notamment, lui enjoignant de cesser de bloquer la situation.

Des forces armées divisées

Après avoir favorisé les privilèges d'un entourage affairiste, le chef de l'Etat aurait ainsi fini par se faire dévorer par ceux qu'il avait si longtemps entretenus. La fronde meurtrière de la garde présidentielle installe un chaos qui ne peut que retarder encore l'application des accords de paix.

Les risques d'une résurgence de la guerre civile ne sont pas à exclure et de nombreuses informations ont fait état de tirs de mortier contre le cantonnement du FPR à Kigali alors que le gros des troupes du mouvement rebelle avait quitté son

quartier général de Mulundi (150 km de la capitale) pour se diriger sur Kigali. Reste que si l'ensemble de l'état-major rwandais risque de se ranger du côté de la garde présidentielle, le gros des troupes pourrait se montrer plus réservé.

Depuis les accords d'Arusha, de nombreux soldats ont sympathisé avec les ennemis d'hier, les rebelles du FPR. Le conflit en cours pourrait ainsi prendre également l'allure d'un règlement de comptes au sein des forces armées travaillées par les divisions régionales.

Face à la montée des périls, le ministre des affaires étrangères belge Willy Claes a demandé un élargissement du mandat des Casques bleus qui sont contraints jusqu'à présent de se limiter à des actions de maintien de la paix et forcés d'assister impuissants à la dérive dramatique des événements.

La présence de ressortissants belges et français au Rwanda et à Kigali en particulier a, par ailleurs, suscité la préoccupation des pays concernés. Sur les 1 500 ressortissants belges présents au Rwanda, 900 sont installés à Kigali. La communauté française compte, quant à elle, environ 600 ressortissants dans la capitale rwandaise. Tous se seraient terrés chez eux terrorisés dès qu'ont éclaté les premiers coups de feu dans les rues de la ville. Vendredi, l'aéroport restait inaccessible, ce qui rendait difficile toute évacuation d'urgence. Les troupes françaises en Centrafrique ont néanmoins été placées en état d'alerte. Mais en soutenant pendant longtemps et plus ou moins ouvertement le régime en place, la Belgique et surtout la France n'ont-elles pas, elles aussi, joué avec le feu ?

Maria MALAGARDIS